DIAL 3070 - Dossier Colombie 2009

COLOMBIE - La difficile dépolitisation du conflit armé

Diego Quiroga Gómez

mardi 1er septembre 2009, mis en ligne par Dial

DIAL publie ce mois-ci un dossier consacré à la Colombie composé de trois articles issus du numéro d'août de la revue Cien Días vistos por CINEP *(*Cent jours vus par le CINEP*) publiée par le Centre de recherche et d'éducation populaire de Colombie (CINEP). Ces textes proposent un bilan provisoire des sept premières années de la présidence d'Álvaro Uribe Vélez (2002-2009). L'auteur de ce deuxième article, Diego Quiroga Gómez, est chercheur au CINEP et à l'ODECOFI (Observatoire colombien pour le développement intégral, la cohabitation citadine et le renforcement institutionnel). Il propose ici une critique argumentée de l'effort du gouvernement pour réduire le problème des FARC au seul terrorisme.*

Ces derniers mois, celle qui est censée être la démocratie la plus stable d'Amérique du Sud a été le théâtre d'un nombre incalculable de débats, assignations et autres résolutions très révélateurs. Le coup d'arrêt donné par le gouvernement à la libération unilatérale des otages, tout comme l'ouverture d'enquêtes sur la « FARC-politique », ne sont que des façons de tourner le dos au cœur du problème par méconnaissance de la dimension politique des FARC, ce qui entrave par conséquent la résolution intégrale du conflit.

Libérations suspendues

Le 16 avril dernier, les FARC ont annoncé être disposées à libérer de façon unilatérale le caporal Pablo Emilio Moncayo et le soldat Josué Daniel Calvo Sánchez et à remettre la dépouille du capitaine Julián Guevara. Les calculs politiques du président Álvaro Uribe ont cependant allongé la captivité des otages. Il s'en est d'ailleurs justifié en ces termes : « Nous n'allons pas cautionner le fait que la libération de quelques compatriotes séquestrés – alors qu'ils n'auraient jamais dû l'être –, qui ont été torturés dix années durant, serve de prétexte à un festin politicien à la gloire du terrorisme » [1].

Plusieurs personnalités nationales et internationales ont demandé au président qu'il facilite la médiation de la sénatrice Piedad Córdoba pour accélérer le processus de libération. À la suite de quoi Álvaro Uribe a affirmé qu'il n'accepterait que la libération simultanée de 24 captifs. Quelques jours plus tard, le ministre de l'intérieur et de la justice, Fabio Valencia Cossio, a apporté quelques éclaircissements : « Nous ne devons pas prendre au pied de la lettre l'affirmation du président relative à la libération simultanée de tous les otages » [2]. Et même si Uribe, de façon plutôt ambiguë, a donné son feu vert à la chef de file de Colombianas y Colombianos por la Paz [3], le gouvernement n'a prévu aucune initiative concrète pour faciliter l'opération humanitaire.

Les multiples obstacles barrant la route à ce combat pour la liberté des deux soldats – qui ont donné tant de migraines au président – trouvent leur origine dans la volonté du gouvernement d'éviter à tout prix que les FARC soient considérées comme un acteur politique et qu'un dialogue s'ouvre avec ce qu'Uribe appelle son « bloc intellectuel ». Les FARC, tout comme le gouvernement, avancent leurs pions. Dans cette partie, les pions sont les prisonniers. Les membres de Colombianas y Colombianos por la Paz

évoluent sur une ligne médiane, raisonnable et susceptible de rappeler que dans cette manche, ce sont la vie et la liberté de nombreuses personnes qui sont en jeu.

Peut-on parler de « FARC-politique » ?

Même la coalition gouvernementale, dans laquelle la droite colombienne est majoritaire, est incapable d'assurer à Uribe que les membres de son propre parti abondent en son sens et soutiennent son projet politique. Il suffit de voir la composition des nouvelles présidences du Sénat et de la Chambre des représentants pour déduire que la réélection du président n'a rien de sûr. Cette méfiance envers le gouvernement a des répercussions sur ce que l'on appelle la « FARC-politique », dont le parallèle avec la « para-politique » [4] paraît forcé.

À la différence des guérillas, les intérêts des groupes paramilitaires ont coïncidé avec ceux des pouvoirs locaux, régionaux, voire nationaux – n'étant pas en contradiction fondamentale avec ceux de l'État central. Cet état de fait a permis aux espaces d'insertion politique et à la dynamique régionale et nationale de perdurer sans que l'État central ne les menace. Ainsi, la droite et l'extrême droite sont parvenues à mettre en pratique la vieille théorie de la combinaison des formes de lutte, permettant à la légalité et à l'illégalité de cohabiter, en harmonie, pour soutenir le pouvoir politique.

De même, en se basant sur la répartition démographique et la structure agraire dominante des différentes régions, il est permis d'affirmer que le paramilitarisme a trouvé, sur la côte caribéenne, des pouvoirs locaux pour qui le temps s'était arrêté et qui, représentant l'élite latifundiaire, étaient disposés à promouvoir la guerre contre une guérilla qui les assiégeait. Les relations entre la classe politique et la guérilla des FARC souffrent, elles, de limites tant tactiques que stratégiques pour mettre en pratique la combinaison des formes de lutte, et le gouvernement actuel s'est empressé de le rappeler.

Au sortir de la huitième Conférence des FARC, qui s'est tenue en 1993, le groupe a officialisé sa séparation définitive d'avec le Parti communiste colombien, mettant un terme à une relation déjà mise à mal par les événements de 1987 ayant conduit à la rupture de la trêve et du dialogue instaurés à La Uribe, dans le département du Meta, trois ans auparavant. À la fin des années 1990, les FARC ont fondé le Parti communiste clandestin colombien (PCCC). Elles sont donc à la fois la guérilla la plus ancienne d'Amérique latine et un acteur politique relativement jeune. En fait, les FARC sont devenues ce que l'on pourrait appeler un parti politique armé œuvrant dans la clandestinité depuis 16 ans.

Voilà pourquoi cela peut surprendre que les technocrates et conseillers gouvernementaux éludent ces antécédents afin que le Parquet et le Bureau du procureur général ouvrent une enquête contre quelques parlementaires du Pôle démocratique alternatif (PDA). La raison à cela a plus à voir avec leur opposition au gouvernement et leur famille politique qu'avec de supposées pressions sur l'électorat lors des scrutins ou avec le fait d'avoir commandité des massacres et des assassinats sélectifs à l'instar des para-politiques. Toujours est-il que le gouvernement s'est démené pour trouver des liens qui n'existent pas entre la guérilla et des journalistes, des ONG nationales et internationales et, en général, tout ce qui à trait, de près ou de loin, avec une quelconque opposition. Même le pré-candidat libéral Rafael Pardo a été taxé de conspirateur pour s'être opposé à la première réélection présidentielle.

Face à cette situation, il est du devoir de la justice et des politiques de la coalition de remonter l'histoire pour découvrir que des personnalités comme le sénateur Jorge Enrique Robledo n'ont rien à voir avec les FARC. Robledo a été membre d'une vielle formation de gauche, le MOIR (Mouvement ouvrier indépendant et révolutionnaire), qui fait partie du PDA. La ligne idéologique du MOIR étant le rejet de la lutte armée, il a payé un lourd tribut en vies humaines aux FARC.

La mise en examen des autres personnalités n'a pour objet que de raviver la peur de l'ennemi dont le gouvernement colombien a tant besoin pour rester au pouvoir. « Nous n'allons tout de même pas permettre que les FARC, drapées dans cette ambigüité entre terrorisme et politique, récompensent certaines personnes impliquées dans la FARC-politique en les protégeant et en les aidant, en toute impunité, à revêtir le costume de l'humanitaire » [5]. Autre exemple de la méfiance du gouvernement ou de la « solide doctrine Uribe » vantée par José Obdulio Gaviria [6]. C'est sous ce prétexte que l'on a

recours au pouvoir judiciaire pour effrayer l'opposition et faire planer un doute sur ses agissements. C'est le cas pour la médiation de la sénatrice Córdoba et, plus généralement, pour Colombianos y Colombianas por la Paz et leur gestion des échanges humanitaires.

Rien d'étonnant, alors, à ce que nombre des procès soient tombés en très peu de temps. Rien d'étonnant non plus à ce le gouvernement ait un intérêt particulier à diaboliser la gauche qui prône une résolution du conflit armé par la négociation.

En guise de conclusion

La société colombienne doit reconnaître que les nombreux problèmes ayant entrainé le soulèvement armé de divers groupes insurgés – y compris les paramilitaires qui ont trouvé dans les inégalités sociales, des opportunités rêvées pour grossir leurs rangs et dégager des ressources pour faire la guerre [7] –, persistent.

Comme le montre diverses études, la Colombie est, depuis plus de vingt ans, le théâtre d'une deuxième « contre-réforme agraire », un processus d'expropriation violente des meilleures terres du pays qui sont tombées dans les mains des narcotrafiquants, des paramilitaires ou, à défaut, de leurs prête-noms [8]. Ce processus, soutenu par une classe « émergente » qui a su tirer profit d'une alliance d'intérêts entre les puissants pouvoirs locaux et régionaux, l'armée et les narcotrafiquants, a donné naissance à un phénomène narco-paramilitaire bien vivace et s'adaptant facilement aux mutations d'une modernisation de façade ratifiée à Bogotá.

Au milieu de ce panorama complexe, on met en doute l'existence d'une profonde discorde politique ayant débouché sur un conflit social et politique armé de longue date, plein de ramifications impliquant les communautés de différentes régions du pays et qui, jour après jour, fait gonfler les statistiques des populations déplacées. Les prochaines générations buteront sur le problème agraire historique de la Colombie, au cœur de cinquante années de violence et qui ne fait que s'aggraver sous l'emprise de différentes forces et formes de violence. Sur cet éventail de problématiques, la libération des policiers et des militaires séquestrés n'est que l'infime partie d'un vaste problème dont la solution ne se trouve certainement pas dans la confrontation belliqueuse et la « maccarthysation » de l'opposition politique.

La « guerre contre le terrorisme » et le signe fort envoyé à l'opposition pour couper toutes les voies de communication avec les FARC confirment la prétention affichée par le gouvernement de nier la dimension politique de l'acteur armé et de résoudre la contradiction politique par la guerre. La résolution du conflit armé colombien se joue sur le terrain politique, où toutes les parties peuvent dialoguer, négocier et céder pour résoudre les dissensions et où, préalable fondamental, toutes les parties doivent se reconnaître les unes les autres.

Continuer à justifier la guerre de l'État contre les FARC sous prétexte qu'elle serait une guerre de la démocratie contre la menace narco-terroriste est l'exemple clair de l'un des paradoxes exprimés par le sociologue Gaston Bouthoul sur la guerre : « Pour l'homme d'État, la guerre est, par principe, la solution de facilité. Lorsque la situation intérieure s'embrouille et s'envenime, rien n'est plus efficace pour mettre les choses au clair qu'une déclaration de guerre. La guerre dispense d'avoir à chercher de laborieux compromis et de concilier des intérêts divergents. On pourrait dire, paradoxalement, que la guerre, c'est la fin des querelles : bien des fois, si l'on lutte, c'est par aversion pour la discussion » [9].

Bibliographie

Gaston Bouthoul, *La guerre*, coll. Que sais-je ?, Paris, PUF, 1973.
Alejandro Reyes, *Guerreros y campesinos : el despojo de la tierra en Colombia*, Bogotá, éd. Norma, 2009.
Charles Tilly, *Durable Inequality*, Berkeley, University of California Press, 1998.
Quotidien *El Nuevo Siglo*.
Quotidien *El Tiempo*.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 3070.
– Traduction de Jérémie Kaiser pour Dial.
– Source (espagnol) : revue *Cien Días vistos por CINEP*, n° 67, août 2009.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] *El Nuevo Siglo*, 27 avril 2009, p. C1

[2] *El Tiempo*, 10 juillet 2009, pp. 1-3.

[3] Colombiennes et Colombiens pour la paix – Collectif issu de la société civile dont la figure de proue est la sénatrice d'opposition Piedad Córdoba Ruiz – NDT.

[4] Scandale politique qui débute en 2006 avec la révélation de l'existence de liens entre des hommes et des femmes politiques et les paramilitaires.

[5] *El Nuevo Siglo*, 29 avril 2009, p. A9.

[6] L'un des bras droits du président Uribe.

[7] Charles Tilly, *Durable Inequality*, University of California Press, Berkeley, 1998.

[8] À ce sujet, voir le livre d'Alejandro Reyes, *Guerrerros y Campesinos : el despojo de la tierra en Colombia*, récemment publié aux éditions Norma (2009).

[9] La citation, qui est déjà une traduction du français, a été retraduite de l'espagnol vers le français, ce qui n'en garantit pas l'exactitude – note DIAL.